

Xavier Driencourt: «L'Algérie s'effondre, entraînera-t-elle la France dans sa chute?»

écrit par Antiislam | 11 janvier 2023





Il est plus qu'urgent pour la France de se séparer, RADICALEMENT, de l'Afrique et de l'Algérie en particulier.

Soyons cyniques comme ce continent l'est avec nous.

Cette Afrique ne pèse pratiquement rien dans la somme de nos échanges internationaux : la part de nos échanges commerciaux avec l'ensemble du continent africain est de 5,3% en 2021.

Même Bolloré, que Plenel et sa clique gauchiste présentent comme un pillard massif de l'Afrique, l'a compris : il quitte l'Afrique.

Plenel a perdu un hochet et Bolloré a gagné une libération !

Nos intérêts économique bien compris sont ailleurs, ils sont désormais en Asie.

Seulement ces pays africains, l'Algérie en tête, risquent fortement de nous entraîner dans leur catastrophe interne.

C'est ce que rappelle notre ex-ambassadeur à Alger dans la tribune qui suit.

Du Figaro :

TRIBUNE – La répression qui s'est abattue sur le pays, répression élaborée et mise en œuvre par une armée qui ne cesse de glorifier les combats contre la France, «ennemi éternel», a fini par avoir raison des espoirs mis un temps dans le Hirak pour une démocratisation du pays.

Xavier Driencourt est diplomate. Ancien directeur général de l'administration du Quai d'Orsay, chef de l'Inspection générale des affaires étrangères, il a été ambassadeur de France à Alger à deux reprises, entre 2008 et 2012, puis entre 2017 et 2020. Il a publié un livre retraçant son expérience: L'Énigme algérienne. Chroniques d'une ambassade à Alger (Éditions de l'Observatoire, 2022).

Cela fait maintenant trois ans qu'en Algérie Abdelmadjid Tebboune a été élu président de la République. Trois ans et, à Alger, on pose la question d'un deuxième mandat. Quel bilan de cette présidence, quelles leçons en tirer pour la France? Mon amitié pour l'Algérie comme mon respect pour le peuple algérien m'obligent à rappeler quelques évidences sur la réalité politique, les illusions françaises et les conséquences de celles-ci.

S'il fallait résumer brièvement et brutalement la situation, je dirais que l'«Algérie nouvelle», selon la formule en vogue à Alger, est en train de s'effondrer sous nos yeux et qu'elle entraîne la France dans sa chute, sans doute plus fortement et subtilement que le drame algérien n'avait fait chuter, en 1958, la IV^e République.

La réalité algérienne n'est en effet pas celle qu'on nous décrit: le régime corrompu de Bouteflika est tombé en 2019,

et, après des soubresauts, comme dans toute révolution, l'Algérie issue du «Hirak béni» serait, nous dit-on, progrès, stabilité et démocratie.

Or tous les observateurs objectifs constatent que depuis 2020, après peut-être quelques semaines d'espoir, le régime a montré son vrai visage: celui d'un système militaire (formé, on l'oublie, aux méthodes de l'ex-URSS), brutal, tapi dans l'ombre d'un pouvoir civil, sans doute autant affairiste que celui qu'il a chassé, obsédé par le maintien de ses privilèges et de sa rente, indifférent aux difficultés du peuple algérien.

La répression qui s'est abattue sur le pays, répression élaborée et mise en œuvre par une armée qui ne cesse de glorifier les combats contre la France, «ennemi éternel», a fini par avoir raison des espoirs mis un temps dans le Hirak pour une démocratisation du pays.

Sont aujourd'hui dans les prisons algériennes non seulement les politiques, fonctionnaires et militaires liés à l'ancien régime – et auxquels l'Armée nationale populaire doit son statut actuel -, mais aussi les journalistes qui ont eu le tort d'écrire des articles hostiles ou réservés sur le régime, et ceux qui, naïvement, ont posté sur les réseaux sociaux un jugement ou une opinion dissidente.

Le Covid, dès mars 2020, avait permis à l'armée de commencer le nettoyage politique ; les circonstances internationales, la guerre en Ukraine lui ont permis de mettre définitivement le pays au pas.

On n'a pas idée en France de ce qu'était la presse algérienne, résistante pendant la guerre civile, martyrisée par les islamistes, ironique, critique et sardonique sous Bouteflika, souvent audacieuse dans son jugement.

Aujourd'hui, elle est muselée, les journalistes arrêtés ou privés de leur passeport, les journaux comme *Liberté* fermés,

El Watan mis sous tutelle et, fin décembre, alors que les chancelleries occidentales réveillonnaient, c'est le dernier carré, *Radio M.* et le site Maghreb émergent qui sont interdits, tandis que leur directeur, Ihsane el-Kadi, était arrêté dans la nuit. Samedi 7 janvier, c'était au tour du site AlgériePart d'être accusé de recevoir des fonds de l'étranger pour diffuser des fake news afin de «déstabiliser le pays».

Des associations comme Caritas, fondé par l'Église catholique avant 1962, sont dissoutes, d'autres accusées de recevoir des fonds de l'étranger.

L'étranger, c'est-à-dire la France. Le discours antifrançais qui, sous Bouteflika était opportuniste et parfois maladroit, est aujourd'hui la matrice du système.

La force de ce régime est de faire croire au monde que l'Algérie n'est peut-être pas une démocratie à l'occidentale, mais qu'elle s'achemine, selon ses moyens propres, vers un système un peu autoritaire, gentiment policier, mais sans jamais être une dictature.

Mais le génie de ce système est surtout d'avoir fait avaler cette fable à ceux qui sont censés les mieux connaître, les Français.

Nous croyons connaître l'Algérie parce que nous l'avons colonisée, mais l'Algérie nous connaît et nous possède bien davantage. 2023 sera, après les voyages officiels de l'année dernière, le temps de l'euphorie, avec, à la clef, une visite d'État du président algérien ; mais soyons sans illusion: à l'aube d'une élection présidentielle algérienne, 2024 verra inéluctablement une nouvelle crise, tant le discours antifrançais est le levain d'une campagne électorale réussie.

Croire à Paris qu'en allant à Alger, en cédant aux Algériens sur les dossiers qui leur sont chers, mémoire et visas, nous les gagnerons à notre cause et les amènerons vers plus de coopération est un leurre

Par confort ou opportunisme, mais surtout par aveuglement, à Paris, nous fermons les yeux sur la réalité algérienne ; nous faisons mine de croire que le pouvoir algérien est légitime à défaut d'être démocratique, que le discours antifrançais est un mal nécessaire mais transitoire, que la démocratie est un apprentissage qui prend du temps.

Notre aveuglement est une erreur historique: croire à Paris qu'en allant à Alger, en cédant aux Algériens sur les dossiers qui leur sont chers, mémoire et visas, nous les gagnerons à notre cause et les amènerons vers plus de coopération est un leurre.

Les militaires qui dirigent le pays n'ont pour leur part ni état d'âme ni scrupules quand il s'agit de la France: là où nous voyons un discours rationnel et des arguments cartésiens, eux voient inconsistance, naïveté, méconnaissance du système, et pour tout dire angélisme.

J'imagine les regards échangés lorsque, après le départ de nos dirigeants, conférence de presse expédiée et communiqué signé, ils reviennent à leurs occupations avec le sentiment d'avoir, une nouvelle fois, embobiné leur partenaire par un discours culpabilisateur.

Ligne de fermeté

Je dois ici rendre hommage au président de la République, qui, en octobre 2021, avait tenu des propos percutants alors rapportés par le journal *Le Monde*: «une histoire officielle réécrite par Alger construite sur la haine de la France», «la rente mémorielle», «un système politico-militaire fatigué» : il avait alors fait preuve d'une lucidité qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait affichée.

Mais pourquoi diable, quelques semaines plus tard, se précipiter à Alger et tenir aux Algériens les phrases qu'ils attendaient sur mémoire et immigration?

Pourquoi diable envoyer dans la foulée le premier ministre flanqué de quinze ministres qui, pour s'occuper, ont visité le cimetière chrétien déjà parcouru par le président et le Lycée français?

Pourquoi ne pas s'en tenir à une ligne de fermeté, la seule que l'Algérie comprenne, le rapport de force, plutôt que l'angélisme.

Tout ceci serait simplement triste si les conséquences de cette sinuosité politique n'impactaient pas la France: l'Algérie va mal, beaucoup plus mal que les observateurs ou les rares journalistes autorisés le pensent ; 45 millions d'Algériens n'ont qu'une obsession: partir et fuir.

Partir où, si ce n'est en France, où chaque Algérien a de la famille?

On ne compte plus aujourd'hui ceux qui demandent un visa dans le seul but de ne faire qu'un aller simple, c'est-à-dire de rester d'une façon ou d'une autre en France avec l'espoir d'être un jour régularisé.

Les choix désastreux de 1962, la crise économique, la corruption née de la rente pétrolière, le découragement non seulement des élites des grandes villes du Nord, mais aussi du peuple des campagnes et de l'Algérie profonde, découragement stimulé par la générosité de la France, font qu'à ce rythme-là peu de gens resteront en Algérie.

Le prix de notre aveuglement ou de nos compromissions s'appellera donc immigration massive, sans rapport avec ce qu'elle est aujourd'hui, islamisme conquérant, ghettoïsation de nos banlieues, repentance mémorielle.

La France fait face à un double paradoxe: d'une part celui de l'alliance, autrefois contre nature, entre une armée antifrançaise et des islamistes qui nous détestent, les deux ayant en commun la haine de la France et la ferme volonté

d'éradiquer les survivances linguistiques ou culturelles de la colonisation tout en nous faisant payer, par l'émigration et les excuses, le prix de notre passé colonial ; le second paradoxe est celui, soixante ans après l'indépendance algérienne, de traîner toujours et encore le problème algérien auquel précisément les accords d'Evian devaient mettre fin.

L'Algérie, en ce sens, a gagné le combat contre l'ancien colonisateur: elle reste un problème pour la France, elle s'effondre, mais risque d'entraîner Paris dans sa chute. La IV^e République est morte à Alger, la V^e succombera t-elle à cause d'Alger?*